

COMPTE RENDU DEBAT MAISON EN LIGNE

INFORMATIONS SUR LE DEBAT MAISON

Lieu : Visio-conférence depuis LES MUREAUX

Date : 2 juin 2020

Nombre de participants : 86

Organisateurs :

Organisé Jean-Marc SEMOULIN, Président du Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE) "Vivre Les Mureaux" qui porte plusieurs projets de jardins en permaculture et travaille sur la résilience alimentaire de la ville des Mureaux.

Invité pour le débat : Stéphane LINOUE, Ancien Conseiller Général de l'Aude, Conseiller municipal de Castelnaudary, Pionnier du mouvement Locavore en France, Consultant en gestion des risques sur les territoires.

INTRODUCTION par Jean-Marc Semoulin, Président du PTCE VIVRE LES MUREAUX

Cette soirée est un peu particulière puisqu'il s'agit d'une soirée de co-construction où chacun va essayer d'apporter une contribution pour l'avenir de NOTRE AGRICULTURE, DE NOS PAYSANS, DE NOS TERRITOIRES, de NOTRE NOURRITURE. Il ne s'agit pas d'un débat contradictoire, on ne va pas réagir sur les interventions des uns et des autres mais continuer de proposer tour à tour des solutions. Toutes les propositions seront anonymisées avant leur prise en compte pour le compte-rendu qui sera envoyé à la Commission Nationale du Débat Public. Mais revenons juste au pourquoi de cette démarche.

Nous représentons une démarche citoyenne sur la ville des Mureaux, constituée en Pôle territorial de Coopération Economique (association loi 1901) et [dénommée Vivre Les Mureaux](#), où nous sommes engagés comme habitants, associations, collectivités, entreprises à voir chacun ce qui est en notre pouvoir pour faire avancer les choses positivement en ayant un défi : le plein emploi en 2024.

Pendant cette crise du COVID 19, nous nous sommes intéressés à savoir au moment où les magasins étaient pris d'assaut s'il y avait un plan B en cas de rupture d'approvisionnement alimentaire. Et cela a été une douche froide de découvrir qu'il y avait beaucoup de plans B sur bien des sujets mais pas sur celui-là. [Nous avançons déjà sur des pistes de jardins](#) en partage, de développement de la production locale et de la permaculture, sur la mise en place d'une épicerie coopérative ... mais là **nous avons compris l'urgence et le danger de la situation** et en creusant un peu sur internet nous sommes tombés sur les travaux de Stéphane Linou qui nous parle de l'urgence de se ressaisir de l'avenir de nos systèmes alimentaires.

Les menaces qui pèsent sur notre système alimentaire ne se limitent pas aux conséquences de la crise du Covid, mais sont bien plus larges : déforestation importée liées à nos modes de productions agricoles intensifs et à nos modes de consommations trop carnés, changement climatique, effondrement de la biodiversité liés à l'anthropisation de la planète, épuisement des ressources naturelles et énergétiques... toutes ces crises globales et interdépendantes montrent la nécessité de revoir de fond en comble le fonctionnement de nos systèmes alimentaires non soutenables et qui marchent sur la tête.

Aujourd'hui, notre alimentation est majoritairement déléguée aux intérêts privés des grandes multinationales de l'agro-industrie, de la logistique, de la distribution et des marchés financiers décorrélés des flux physiques et soumis à la spéculation au travers de courtiers en matière premières (bourse de Chicago). **Ce système agro-industriel est donc dirigé par le seul profit à court terme, à la rentabilité maximale au détriment des producteurs et surtout de la santé publique et humaine qui est pourtant un bien public mondial.**

Malheureusement, la PAC participe aujourd'hui à ce système totalement fou, permettant aux conglomérats et aux riches industriels de prospérer sur l'argent du contribuable au détriment de sa santé, de celle des sols et de l'écosystème vivant.

Nous avons une chance incroyable : c'est que la Politique Agricole Commune [PAC] arrive en fin de cycle et est en train d'être repensée, avec également le programme ["From Farm to fork"](#) présenté par Ursula Von Leyen le 20 mai dernier. Nous avons donc découvert cette possibilité d'organiser un débat pour faire des propositions concrètes à la [plateforme nationale de débat public](#).

Mais je suppose que très peu d'entre nous avons déjà fait un jour des propositions pour la Commission Européenne...

Voici donc comment notre soirée va se dérouler :

Nous allons donner la parole à Stéphane Linou, qui après une courte présentation va nous donner des éléments clefs de ses travaux depuis 20 ans. Et tout le long de son intervention vous allez pouvoir être inspiré pour écrire de courtes propositions argumentées en quelques lignes.

CONTENU DE LA REUNION

Quel thème principal avez-vous abordé ?

(Avez-vous abordé l'un des cinq thèmes ou sous-thèmes du débat ImpACTons !, ou d'autres thèmes proposés par les organisateurs ou les participants ?)

Le thème choisi était « Résilience alimentaire et sécurité nationale », sujet au centre des travaux de Stéphane LINOÛ, invité de la soirée. Ce sujet, pourtant essentiel et intemporel, récemment primé au Forum des Risques Majeurs, ne figure ni dans le débat public, ni dans les politiques publiques.

Issu du livre-enquête du même nom, ce sujet a été défendu au Sénat en décembre 2019 par la Sénatrice de la Haute-Garonne Françoise LABORDE à travers son projet de résolution « Résilience alimentaire des territoires et sécurité nationale », à qui, il n'a manqué que 16 voix pour être adopté. « Les magasins n'ont que trois jours de stocks et cette réalité angoisse la population devenue intolérante à la frustration. Files d'attente, rayons vidés en quelques minutes, émeutes, forces de sécurité débordées... Le « vivre ensemble » est instantanément relégué à la liste des expressions désuètes... « Courir » après la nourriture (chasse et cueillette), sécuriser son accès (invention de l'agriculture au Néolithique), sécuriser collectivement les stocks (création des villages), était vital. Aujourd'hui, c'est la nourriture qui « vient » à nous, sans que l'on s'inquiète du « comment ? » et du « jusqu'à quand ? ». Sachant que nous avons mutualisé la satisfaction des besoins individuels de la pyramide de Maslow avec des infrastructures (énergétiques, sanitaires, sociales, sécuritaires, de secours, juridiques, de sécurité, etc.), n'est-il pas inquiétant que l'on ne parle jamais « d'infrastructures nourricières » ?

Un aveuglement

Il semble que nous ayons à faire à un aveuglement... C'est d'autant plus curieux que garantir les conditions d'un minimum de sécurité alimentaire était un pilier de la légitimité des « ancêtres » des maires, les consuls au Moyen Âge. Il faudrait s'interroger sur cet élémentaire « talon d'Achille alimentaire » où même les campagnes sont actuellement incapables de subvenir à l'alimentation des ruraux. En effet, contrairement à 1940, l'époque où les fermes étaient encore nombreuses, autonomes et diversifiées, est révolue et fait désormais partie de l'album rassemblant les images d'Épinal. Un premier réflexe pourrait nous faire dire que les « autorités », dont l'Armée, ont des stocks pour la population : c'est visiblement faux. Un autre serait que les associations, incluses dans les plans communaux de sauvegarde (PCS) (2), en ont ; eh bien, pas vraiment car elles se fournissent dans... les grandes surfaces. À l'heure du tout-connecté et des cyber-attaques, où le lien social se délite et qu'une infime partie de la population produit sa nourriture, que se passerait-il si la chaîne d'approvisionnement connaissait une sérieuse avarie (blocages, malveillance, etc.) ? Une « pathologie territoriale » se déclarerait sous la forme de troubles à l'ordre public. Cette question est-elle posée, mal posée, « inappropriée », intéresse-t-elle ?

L'intérêt d'institutions de premier plan

Le SGZDS (3) de Paris et la DG du renseignement de la Gendarmerie nationale se sont montrés intéressés par l'angle de ce sujet et ont ainsi ouvert les portes de certaines administrations qui ont pu répondre à un questionnaire dont le taux de retours a été exceptionnel, témoignant de la pertinence du sujet.

Un angle mort

Le risque alimentaire est perçu sous l'angle normatif et sous l'angle de ses excès, jamais sous l'angle d'un éventuel nonaccès. Une des grandes limites du « pétro-aménagement du territoire » et des politiques de gestion des risques est que l'alimentation des territoires est un angle mort. En effet, il existe une impensable et dangereuse impasse sur le sujet. La vulnérabilité alimentaire territorialisée est absente des politiques (loi Egalim (4) ; loi de modernisation de la sécurité civile (5); PPR (6); PCS-Dicrim (7); Sdacr (8); sites gouvernementaux; loi de programmation militaire où l'alimentation ne concerne ni le foncier, ni les agriculteurs, ni les exploitations).

Pourtant...

L'Histoire nous montre qu'il a toujours existé un lien étroit entre l'alimentation et l'ordre public. Aujourd'hui, le continuum sécurité-défense à travers un maintien impossible de l'ordre sous les effets d'une rupture d'alimentation pour des populations non préparées, doit logiquement être concerné par cette question...

Déjà vulnérables avant effondrement

L'État ne pouvant pas gérer une crise de type systémique, les infrastructures nourricières territorialisées ayant disparu, la population s'étant désautonomisée et n'ayant pas été préparée, des crises pourraient entraîner rapidement de graves troubles. Nos sociétés ont tout basé sur cette énergie dense et addictive (sur laquelle nous ne nous sommes jamais développés) qu'est le pétrole. L'euphorie et l'anesthésie nous ont fait perdre le « bon sens » qui générerait des pratiques individuelles et collectives relatives à la préservation, à la gestion, à l'accès et à la sécurisation des ressources, généralement tirées du territoire que nous ne connaissons quasiment plus depuis que nous n'en tirons plus notre subsistance. Est-ce rassurant lorsque l'on s'intéresse aux études scientifiques existant depuis 50 ans et aux débats devenus grand public sur les processus d'effondrements ?

Une question de sécurité nationale

À travers le recul historique, le rappel de l'intemporalité de la satisfaction des besoins physiologiques et de leur actuelle non territorialisation, l'analyse des politiques, les témoignages de premiers choix issus d'un large éventail, la fragilité de nos diverses infrastructures, la non-verbalisation du sujet par les autorités, l'impréparation des populations, tout cela inséré dans des dynamiques d'effondrements, cet ouvrage conclut au fait qu'il y a urgence à lier à nouveau ressources, sécurité nationale et gouvernances-adaptations.

De nombreuses pistes sont ouvertes

Il faut :

- aborder et traiter ce sujet sous l'angle des risques et de la sécurité nationale en l'inscrivant à l'agenda du Conseil de défense et de sécurité nationale, y adapter les lois existantes et porter ce souci au niveau de l'UE ;
- rédiger un projet de résolution au Sénat autour de la continuité de la sécurité alimentaire (voir p. suivante) ;
- penser la sécurité globale en prenant de nouveaux indicateurs comme les externalités de sécurité ;
- acculturer le plus largement et le plus profondément possible sur les processus et conséquences de l'effondrement en articulant les thèmes des ressources, les « biens communs », le continuum sécurité-défense, la gouvernance et les adaptations ;
- préparer la population à la « culture du risque alimentaire territorialisé » selon le modèle suédois ou un modèle adapté à notre culture ;
- s'inspirer de la loi de modernisation de la sécurité civile pour que le citoyen-consommateur devienne co-producteur de sa sécurité.

Parler, c'est déjà agir

Mettre « les mots sur les choses » ou plutôt « les pieds dans le plat » est capital pour prévoir. Oui, l'alimentation est une question de sécurité, comme elle l'a toujours été, mais encore faut-il avoir la lucidité et le courage de le reconnaître, même dans le pays de la gastronomie ! Vulnérabilisés par notre hubris, et alors que « tout va encore très bien », qu'en sera-t-il lorsque les services de base que nous avons collectivement édifiés grâce à l'énergie dense et bon marché, s'effilocheront ? Il suffit de regarder les pénuries de médicaments... Nous nous tournerons à nouveau vers nos territoires mais, à ce moment-là, qu'en aurons-nous fait ? « La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre », disait Yves Lacoste (9). J'ai envie de dire que quand on abandonne la géographie, elle reprend, tôt ou tard, sa revanche...”

Stéphane LINOU

A partir de ce thème, quels sujets ont émergé ? Quels constats ou diagnostics ont été exprimés sur ces sujets ?

Le risque en question est celui de la rupture des approvisionnements alimentaires aggravés par la non résilience alimentaire des territoires, pouvant déboucher sur des émeutes, troubles à l'ordre public systémiques, affaiblissant la sécurité nationale. Tout ceci ayant été renforcé par le contexte de crise sanitaire du Covid 19.

Le risque de cyber-attaque sur la logistique alimentaire est également avéré. Les mondes de la sécurité et de la production qui ne se parlent pas. L'alimentation est déléguée aux marchés et le régalien ne s'en occupe pas. On a oublié l'alimentation et l'agriculture dans l'aménagement du territoire. Rien n'est pensé de manière systémique et « sage ». Enfin, les risques de précarités alimentaires suite au covid 19 et de canicule en été sont devenus majeurs.

Nous tenons à mettre en avant un participant du Nigeria travaillant à la CDAO qui a participé à l'ensemble du débat et a pu intervenir pour le risque de **déstabilisation des marchés africains avec de l'importation de productions subventionnées par la PAC** ou l'exemple des fameux poulets moins cher que la production locale qui précarise l'Afrique.

Prise de conscience des participants au travers cet échange de réaliser en direct que leurs impôts, transformés en subventions agricoles, détruisent nos territoires et la biodiversité et déstabilisent l'Afrique. Comment éviter de tels écueils ? Les propositions ont alors afflué.

Les participants étaient-ils globalement d'accord sur ces constats, ou des avis divers, voire opposés, se sont-ils exprimés ?

Comment les points d'accord et de désaccord étaient-ils justifiés ?

Les participants étaient tout d'abord vraiment passionnés par le sujet, se sentant devenir acteurs d'une rupture majeure et donc complètement d'accord sur les constats que le système alimentaire ne fonctionne plus, qu'il coûte très cher à la société et à la planète, et qu'il est impensable de continuer de soutenir et financer une agriculture qui détruit la biodiversité en nous menant vers une crise majeure. Il n'y a pas eu d'avis divergents, tant l'évidence du sujet est criante. Chacun a exprimé son avis en tant que consommateur et à l'aune de son secteur d'activité.

- **Le « Pétro-Aménagement du Territoire » et les politiques de gestion des risques actuelles mettent en grave danger les systèmes alimentaires territoriaux.** Or, il faut savoir que cette **non prise en compte de la prééminence de l'énergie sur la démographie et l'artificialisation de l'espace** rend les territoires très vulnérables à toute pénurie d'énergie fossile.
- **La vulnérabilité alimentaire territorialisée est absente :**
 - de la Loi de 2004 sur la Modernisation de la Sécurité Civile
 - des Plans de Prévention des Risques (PPR)
 - des plans communaux de sauvegarde (PCS) préconisés par la loi de 2004
 - du site gouvernemental sur la prévention des risques majeurs
 - des schémas départementaux d'analyse et de couverture des risques (SDACR)
 - de la très récente Loi Agriculture et Alimentation

Pourtant, il existe un lien réel entre l'ordre public et la résilience alimentaire des territoires :

- l'approvisionnement alimentaire était à l'origine des pouvoirs de police
- le Continuum sécurité-défense, à travers le maintien de l'ordre public, peut logiquement être concerné par les effets d'une rupture d'alimentation des populations
- il y a une inquiétante et quasi totale méconnaissance des circuits de l'approvisionnement alimentaire
- les professionnels de la sécurité et de la défense reconnaissent que des troubles à l'ordre public pourraient survenir, comme en novembre 2018 à La Réunion, s'il y avait des blocages ou une cyber-attaque sur la supply-chain
- Jean Marc Semoulin évoquait son expérience en Albanie en 1997 ... la faim ou la peur d'avoir faim produit immédiatement le chaos.

Les participants ont-ils formulé des propositions ?

Quelles étaient ces propositions ? Comment étaient-elles justifiées ? Ont-elles rencontré des critiques ?

INTRODUCTION GÉNÉRALE AUX PROPOSITIONS :

Afin de réduire les risques d'émeutes liés à un accès dégradé de manière systémique à la nourriture, pouvant générer des troubles à l'ordre public et ainsi impacter le continuum sécurité-défense, des propositions ont été avancées et ont toutes fait l'objet d'argumentations.

Il s'agit de porter ce souci de sécurité nationale alimentaire et d'intelligence économique au niveau de l'Union Européenne pour la réforme de la Politique Agricole Commune 2021-2027, en trouvant une articulation entre les niveaux européen, national et local, afin que celle-ci devienne la PAACT (Politique Agricole et Alimentaire Commune Territorialisée). Il s'agit en fait d'aborder le sujet sous l'angle de la sécurité collective où chacun de nous et tous les acteurs sont co-responsables.

Pour augmenter la résilience alimentaire, il faut travailler sur les notions de régénération, d'inclusion, de coopérations entre acteurs du système alimentaire au lieu d'être dans un système qui produit de la destruction, de la domination, de la dépendance et des inégalités d'accès à l'alimentation. Nous sommes en situation de "survie alimentaire" et non de "sécurité alimentaire".

"Le droit de chaque être humain à se nourrir dans la dignité" est reconnu par l'ONU depuis 1999, or [tous les indicateurs sur l'état de la biodiversité sont au rouge](#), avec comme conséquences une instabilité de la disponibilité des aliments qui sera elle-même fortement accentuée par le réchauffement climatique. A ces risques majeurs s'ajoutent, selon la Lancet Commission de 2019, 3 autres risques majeurs paradoxaux dans un monde mondialisé mais inégalitaire, soumis à de grands gaspillages sur toute la chaîne alimentaire et aux modes de consommations alimentaires peu sains occidentaux qui ont colonisés la planète : la sous-nutrition et l'obésité.

Nous ne pouvons plus attendre la fin de l'inertie des acteurs politiques ni continuer à accepter l'influence néfaste de lobbys agro-industriels puissants ne privilégiant que leurs seuls intérêts à court terme en lieu et place de celui du bien-vivre et du bien-être des populations et de la santé de notre planète terre : la dégradation climatique coûtera de 5% à 10% du PIB mondial d'ici 20 ans, alors qu'investir ne serait-ce qu'un seul % de ce PIB pourrait stopper le réchauffement climatique. OUI, il s'agit d'un CHANGEMENT DE CIVILISATION majeur. Examinons donc comment une PAC plus soutenable pourrait contribuer à cette métamorphose profonde.

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES PROPOSITIONS :

- * **Aborder et traiter ce sujet sous l'angle des risques et de la sécurité nationale en :**
 - L'inscrivant à l'agenda du Conseil de Défense et de Sécurité Nationale (CDSN)
 - En le reconnaissant dans la future Loi de Programmation Militaire
 - En l'adaptant aux lois existantes, comme la loi de 2004 de Modernisation de la Sécurité Civile où le citoyen, (par la constitution et la gestion régulière de stocks alimentaires) et le consommateur (par le fléchage de ses achats favorisant les "OIV nourriciers") sont au centre et acteurs au quotidien de cette sécurité nationale.
- * Les PPR, les PCS, les DICRIM, les documents d'urbanisme doivent intégrer le "risque alimentaire territorialisé".
- * **Créer une nouvelle Loi Foncière :** au nom de la sécurité alimentaire de la nation, sanctuariser le foncier nourricier (ni artificialisation locale, ni dégradation liée aux modes cultureux, ni prédation étrangère),
- * **Rajouter, dans la loi Agriculture-Alimentation, un volet territorial fort,** en élargissant, en finançant davantage et en rendant obligatoires les Programmes Alimentaires Territorialisés (PAT),
- * **Inclure un pourcentage théorique de production alimentaire seuil** (qui pourrait être imposé suivant des périmètres territoriaux à définir) dans la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), dans les documents relatifs aux Schémas de COhérence Territoriale (SCOT),
- * **Réintégrer l'alimentation dans son rôle structurant et stratégique pour les populations dans la Loi d'Orientation et d'Aménagement du Territoire**
- * **Introduire et planifier la notion de sécurité alimentaire sur les territoires**
- * **Encourager la reproduction des semences**
- * **Orienter l'usage du foncier vers des productions liées à l'alimentation locale**
- * **Développer une agriculture résiliente et respectueuse des écosystèmes**
- * **Réduire les gaspillages sur toute la chaîne de valeur alimentaire**
- * **Repenser les régimes alimentaires (manger plus végétal)**
- * **Limiter la croissance démographique**
- * **Soutenir l'emploi agricole et l'accès aux aides, supprimer la sur administration**
- * **Proposer des formations (ou les faire évoluer) de la fourche à la fourchette, de l'école à la formation continue, remettre en place du développement local mais sous l'angle de la résilience**

***Augmenter la résilience alimentaire** : pour cela, il faut travailler sur les notions de régénération, d'inclusion, de coopérations entre acteurs du système alimentaire au lieu d'être dans un système qui produit de la destruction, de la domination, de la dépendance et des inégalités d'accès à l'alimentation. Nous sommes en situation de "survie alimentaire" et non de "sécurité alimentaire". Il serait donc souhaitable **de rendre les plan alimentaires territoriaux obligatoires et les doter de moyens humains et financiers adéquats. Il faudrait revoir le rôle des Safer, faire de la question alimentaire un enjeu essentiel à l'agenda des collectivités territoriales** (par exemple via les PAT et la commande publique, la participation citoyenne, l'éducation à l'alimentation)

*** Accompagner la réorganisation des filières vers le local en réorientant les aides de la PAC sur des PAT rendus obligatoires**

*** Encourager la transformation de proximité**

*** Valoriser les terroirs locaux, subventionner la promotion et l'éducation au patrimoine gastronomique des territoires c'est connaître les moyens de notre subsistance**

*** Accompagner les communes vers une transition alimentaire**

*** Trouver des moyens de communication innovants sur la résilience des territoires et la cartographie des flux alimentaires**

*** Augmenter la population agricole.**

*** Préserver les terres agricoles.**

*** Favoriser l'autonomie technique et énergétique des fermes.**

*** Diversifier les variétés cultivées et développer l'autonomie en semences**

*** Adopter une gestion intégrée de la ressource en eau.**

*** Évoluer vers une agriculture nourricière.**

*** Généraliser l'agroécologie**

*** Développer des outils locaux de stockage et de transformation.**

*** Simplifier et raccourcir la logistique et l'achat alimentaire.**

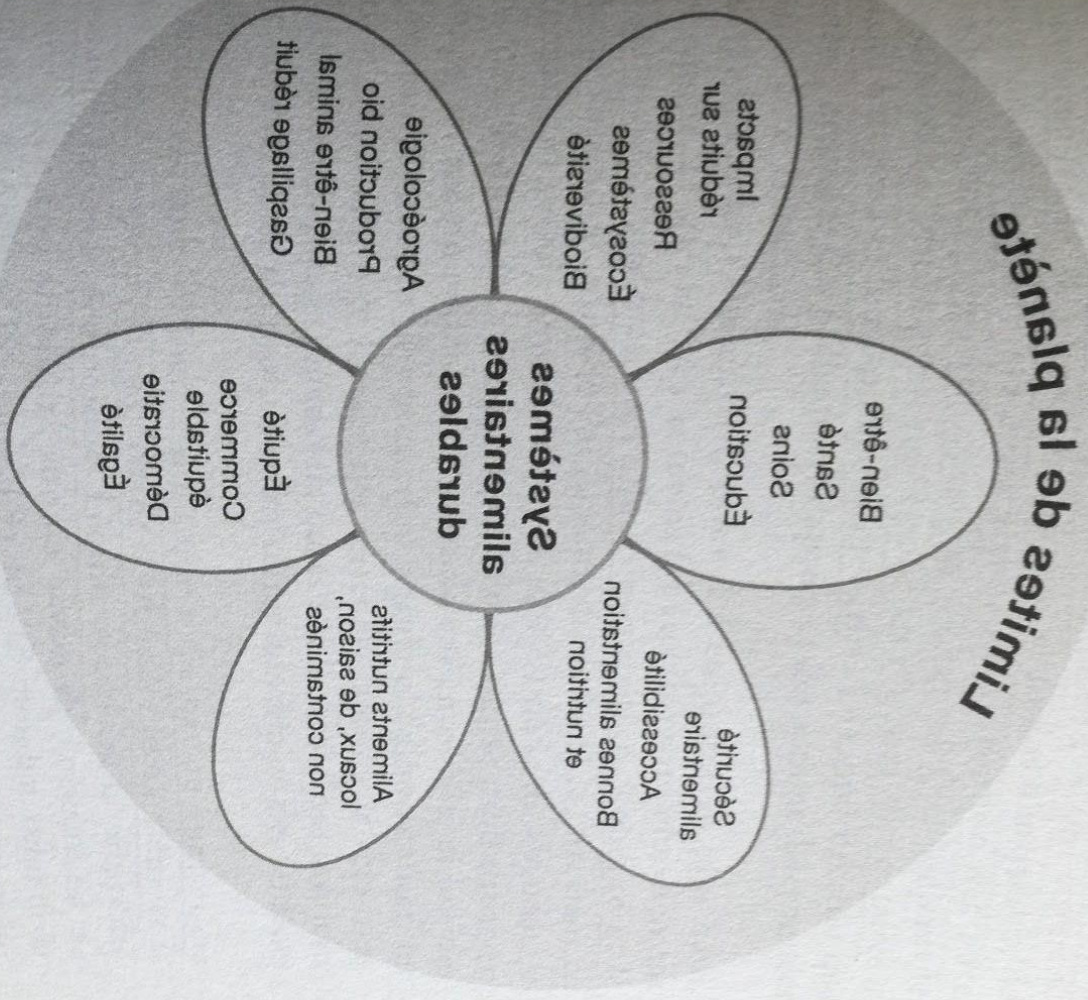
*** Recycler massivement les nutriments.**

*** Raisonner à partir des SYSTÈMES ALIMENTAIRES pour une meilleure planification alimentaire**

*** Lier santé humaine, santé écologique et équité sociale (concept ["Un monde, une santé"](#) de l'OMS)**

Figure 8

Figure 8. Valeurs et principes des systèmes alimentaires durables.



DETAILS DES PROPOSITIONS

Aborder et traiter ce sujet sous l'angle des risques et de la sécurité nationale

* **Créer un observatoire des risques alimentaires / une Plateforme de la Résilience Alimentaire Territoriale** (voir AMI https://www.dropbox.com/s/c2a8a6rxt5z6m07/Appel_a_manifestation_dinteret_PRAT.pdf?dl=0 et collectif local 78 <https://www.greenhouilles.org/2020/06/04/un-groupe-de-travail-inter-associatif-se-constitue-sur-la-r%C3%A9silience-alimentaire/>)

Pour le moment, pour des questions de sécurité alimentaire mondiale, on ne peut pas stopper toutes les exportations françaises, mais il faut renforcer la sécurité territoriale chez nous (ex. en cas de confinement) avec des contractualisations entre producteurs, des GMS, des cantines, des particuliers, avec garantie des prix et des volumes pour plus de visibilité et bonne répartition de la valeur à l'échelle territoriale (meilleur rapport de force) = territoires sécurisés avec de bonnes infrastructures nourricières. La sécurité alimentaire peut être le pivot de toutes nos sécurités nationales et extérieures car la "récréation énergétique" est terminée. Sécheresses, canicules, épidémies vont conduire à des risques d'émeutes face aux pénuries. Profitons de "l'épisode Covid 19" pour repenser les besoins essentiels et nos futures politiques publiques (le soin, la nourriture, etc).

Actuellement, notre agriculture est dépendante d'une énergie facile maltraitée (« pétro-aménagement du territoire »), hors sol, hors territorialité, 2% d'autonomie alimentaire des villes, 97% de ce qui est produit est exporté, territoires sous perfusion alimentaire. Liens alimentation-sécurité / émeutes ; pas d'aménagement alimentaire du territoire.

* **Intégrer l'alimentation à la loi de programmation militaire nationale pour protéger le foncier nourricier, les gens qui produisent, les flux transportés, les denrées produites.** Les politiques, l'ultralibéralisme sont sur le temps courts, les militaires et les paysans sur le temps long. On a maltraité la géographie, nos territoires sont trop spécialisés. L'eau est également un enjeu majeur, tout comme...notre régime alimentaire "surcarné".

De plus, personne ne peut aujourd'hui réellement faire une cartographie des approvisionnements alimentaires. Déjà en 2008, l'OMS imaginait une pandémie grippale et alertait sur les risques de ruptures d'approvisionnements alimentaires.

* Anticiper l'approvisionnement alimentaire **en élaborant des plans d'actions et surtout de préventions de crises pour garantir la sécurité d'approvisionnement des citoyens** qui pourraient être inscrits aux documents d'informations communaux sur les risques majeurs (**DICRIM**) comme le propose l'association [SOS Maires](https://www.sosmaires.org/). Ainsi, des rationnements pourraient être inclus et prévus en cas de pénuries avérées, **tout comme des stocks de régulation de denrées de première nécessité. Le rôle des collectivités locales auraient ainsi un rôle majeur à jouer dans la gestion des réserves territoriales vitales**, notamment via des achats de stocks tampons (silos, hangars gérés par des coopératives)...rappelons que l'UE n'a en réserve que 12% de sa consommation annuelle de céréales, soit 43 jours !

Ce qui empêche la résilience alimentaire des territoires, c'est un formatage des acteurs dans un « Système » agro-industriel hyper concentré de la production à la consommation, où la valeur créée est très mal répartie et où les externalités négatives (sociales et environnementales) sont peu prises en considération. Toutefois, on ne doit pas arrêter toutes les exportations françaises pour ne pas déstabiliser les pays du sud, tout comme toutes nos importations.

* **Valoriser les terroirs locaux, subventionner la promotion et l'éducation au patrimoine gastronomique des territoires**

Faire de l'éducation à l'agriculture et à la nutrition/santé un pilier fort des politiques publiques / Proposer des formations (ou les faire évoluer) de la fourche à la fourchette, de l'école à la formation continue

* **Vulgariser et montrer l'importance du métier d'agriculteur bio ou en agroécologie dans l'enseignement dès les classes de primaires avec éducation au jardinage, à l'alimentation et ses impacts environnementaux.**

* **Inscrire le jardinage dans les programmes scolaires.** D'après notre expérience de terrain, aux Mureaux, les jeunes personnes sont en demande de savoir "comment on fabrique ce qu'on mange". Transformer les espaces verts en espaces de permaculture. Pratiquer la permaculture humaine en favorisant la gouvernance dynamique ayant pour but la sécurité interne, grâce au bien être de chacun.

Ainsi on pourrait sensibiliser les enfants à la nécessité de pouvoir produire soi-même ce que l'on consomme. Pour cela, il faut :

- faire des interventions dans toutes les écoles de France.
- accompagner ces interventions de la mise en pratique aussi bien pour les écoles ayant des lois de terre que pour celles qui n'en ont pas (culture en bacs)
- sensibiliser de la même manière les français en développement des initiatives en entreprises privées et publiques
- Inciter les entreprises à mettre à disposition des salariés qui le souhaitent des espaces de cultures (sur toit, en terrasse, sur les parking d'entreprise etc.)
- Développer des initiatives en faveur de l'apprentissage de la consommation des plantes sauvages. Il existe une diversité phénoménale de plantes sauvages à consommer. Exemple : les glands de chêne sont comestibles. Etc...
- Sensibiliser à la richesse de son jardin pour ceux qui en possèdent. Quelques exemples : la fleur de pissenlit permet de faire des succulentes gelées, du sirop. De même pour le trèfle, le sureau, le coquelicot. L'ortie est excellente dans de nombreux domaines etc...

* **Lancer un grand plan d'éducation à l'alimentation qui soit participatif pour valoriser les cultures alimentaires, favoriser la participation citoyenne :** il en va du pouvoir d'agir de chaque citoyen sur sa santé, sur sa place dans le système alimentaire, sur sa connaissance de ceux qui le nourrissent.

* **Responsabiliser chacun sur la notion de sécurité et résilience alimentaire**

* **Créer des ateliers et des formations pour apprendre aux citoyens que l'on peut tout à fait se nourrir principalement de légumes sans avoir faim et sans risque pour la santé, bien au contraire** (ateliers pour apprendre aux citoyens à manger plus végétal et moins et mieux d'animal)

* **Former un service public alimentaire civilien** avec le [Temps des Civiliens](https://www.tempsdesciviliens.fr/) : Pourquoi pas imaginer un service citoyen de quelques jours sur des missions liées à l'agriculture, la nutrition, la solidarité alimentaire, etc. On pourrait inciter les employeurs des citoyens à accorder des jours de congés pour permettre aux salariés qui le souhaitent à aller aider les permaculteurs sur site ou pour le transport des productions. Comme un service civique alimentaire. Cela créerait de plus une réelle connexion entre les producteurs et les citoyens qui ne seraient plus uniquement des consommateurs mais des participants directs à la production et la résilience alimentaire. Et qui créerait des vocations ? Il existe un programme pour relocaliser et massifier les petites fermes avec les citoyens : <https://www.chantiers-ecologiques-massifs.fr/>

* **Organiser la capacité de créer des potagers urbains**, même si on ne peut pas tout y produire. Mais ça fait tomber la température urbaine, ça favorise le bien-être, ça équivaut à environ 1 smic à l'année en valeur créée, peut-être une première étape avant de devenir agriculteurs. Car on ne s'improvise pas agriculteur ni physiquement, ni techniquement. On pourrait prévoir un encadrement en formation pour ces urbains qui viendraient remplacer les départs massifs à la retraite des paysans actuels. Et se pose aussi la question du foncier, que les néo paysans n'auront pas. D'où l'importance du rôle des pouvoirs publics et des citoyens (Terres de Liens, Cigales). Autant mettre plusieurs milliards vers les nouveaux métiers porteurs et vers la régénération des sols (question de sécurité aussi : « humain dépend de l'humus »).

***Développer des ateliers cuisine pour faire des bocaux et conserves et ainsi stocker**, pourquoi pas dans une "banque" locale qui les garde, comme les greniers à blé des égyptiens il y a 3000 ans.

Travailler sur la notion d'accessibilité alimentaire, de démocratie alimentaire :

*Travailler sur l'accessibilité alimentaire via une **sécurité sociale alimentaire**. On donnerait à des publics en **fragilités** sociales une carte vitale alimentaire donnant accès à des produits locaux et sains. [Voir les propositions d'Ingénieurs sans frontières avec la carte vitale Vit'alim](#) .

La lutte contre la précarité alimentaire ne doit plus être un monde à part mais intégrer le système alimentaire, depuis les plans nationaux jusqu'aux bassins de vie. Révisons enfin la Politique Agricole Commune pour changer de cap et en faire une Politique Alimentaire commune. Les solutions seront systémiques, bâties à partir des territoires de vie et avec les personnes concernées. Cette exigence est partagée par l'ensemble de nos concitoyens, touchés de près par l'absurdité d'un système qui repose largement sur la surexploitation du travail des producteurs et de nos écosystèmes

* **Diminuer la TVA sur les produits bruts, bios et de circuits courts**

Réduire la dépendance de l'agriculture au pétrole :

***Pousser et financer les recherches dans le développement du transport maritime et fluvial**. Avec l'évolution de la technologie, nous pouvons envisager la construction de bateaux plus performants et écologiques, dédiés au transport de marchandises.

***Développer les circuits courts avec des modes de transports doux** (véhicules électriques, vélos-cargo)

***Réduire l'utilisation des tracteurs et machines agricoles** via les techniques permacoles et l'embauche de salariés agricoles

***Renforcer la production locale d'énergies renouvelables sur les fermes** utilisées sur l'exploitation

***Favoriser des techniques de culture sobres en énergie favorisant l'autonomie et le désendettement des paysan·ne·s.**

Encourager la reproduction des semences et de productions végétales

***Sortir de la voie sans issue des semences hybrides et/ou OGM brevetés** et revenir vers une circulation des graines, en sortant des monopoles et des législations limitantes : **Pour la question des semences, voici une initiative intéressante** : <http://mspm.fr>

***Mettre dans le Domaine public les brevets des établissements publics sur le vivant (graines...) et que les initiatives permettant les graines non stériles soient financées par la PAC**

*** Autoriser les semences anciennes, paysannes et les échanges libres, arrêt des importations de substances OGM, augmenter la diversification des variétés cultivées**

***Favoriser les Communs** (ex. graines, le foncier nourricier, savoirs) non brevetables (possible avec les décrets Montebourg)

*** Favoriser les cultures de protéines végétales en France pour réduire nos dépendances aux importations, pour diminuer notre consommation de protéines animales et l'impact carbone de l'agriculture et de l'élevage**

*** Dans l'élevage, alimentation alignée sur le cahier des charges Bleu-Blanc-Coeur et le cahier des charges bio, limiter selon les impératifs nutritionnels de santé le volume de l'élevage, privilégier l'herbage et l'agroforesterie au soja et maïs afin de stopper la déforestation, l'antibiothérapie systématique, les vaches à hublot, les émissions augmentées de méthane, la pollution des nappes phréatiques par le purin etc... (Re)Considération du bien-être animal de son vivant et arrêt des pratiques comme hachage des poussins vivants, retrait et anémie les veaux etc...**

Orienter l'usage du foncier vers des productions durables liées à l'alimentation locale

***Affecter des nano-parcelles publiques à tout volontaire** habitant à proximité pour la cultiver, avec des aides issues de la PAC (formation, petit équipement, graines...) Ces parcelles peuvent être attribuées en délégation de service public - avec une charte – en suivant un « cadastre » fondé, par exemple, sur la blockchain

***Plafonner des aides à l'actif, qui encouragerait l'embauche ou l'installation plutôt que l'agrandissement**

***Rendre obligatoire pour les chambres d'agricultures / instances publiques une diversification de l'agriculture territoriale afin d'assurer l'approvisionnement d'au moins 50% (voir plus) des besoins alimentaires de la population locale.**

***Favoriser le retour à la terre sur des micro parcelles** (1 à 3 ha) pour des néo ruraux + favoriser des cultures vivrières frugales et riches en nutriments (ex pois chiche)

***Sécuriser la création d'activité agricole et l'innovation en assurant un revenu minimum au fil de l'eau** les premières années d'activité pour sécuriser ce type d'agriculture de transition écologique et de résilience alimentaire, en donnant le droit à l'erreur et à l'apprentissage en continu

***Faire de tous les espaces verts en ville un site de production agricole (incroyables comestibles)**

***Imposer aux territoires / départements/ régions un taux minimal de terres agricoles à préserver,** sur le même principe que les taux de logements sociaux dans le parc de logements avec des conséquences financières si non-respect, pour alimenter des projets agricoles.

Développer une agriculture résiliente et respectueuse des écosystèmes

* **Transformer la Politique Agricole Commune en Politique Agricole du Carbone.** L'objectif étant de mettre massivement en place des mesures agro-écologiques pour rétablir un écosystème agricole équilibré basé sur des sols vivants. Cela passe par une **refonte des formations actuellement, de la distribution des aides, arrêter de multiplier les labels coûteux et faire que ce type d'agriculture devienne la règle générale.**

* **Sortir des accords de libre-échange alimentaires, des règles commerciales inéquitables basées sur des politiques de subventions déséquilibrées, coûteuses et injustes ne bénéficiant qu'aux plus grosses exploitations et déstabilisatrices des marchés mondiaux et pour les pays du sud** (importations de poulets, lait en poudre, riz, blé en Afrique par ex)

* **Développer les techniques permacoles, l'agro-foresterie** pour abandonner les grandes surfaces remembrées

* **Développer des recherches agronomiques indépendantes des lobbies sur ces « nouvelles » pratiques à large échelle et en milieu urbain et péri-urbain pour une meilleure résilience alimentaire.**

* **Axer la formation des agriculteurs sur les techniques d'agro écologie dont la bio, l'agroforesterie, la permaculture à grande échelle, la nutrition, etc... afin d'accélérer sous 2 à 3 ans l'arrêt de l'usage des pesticides de synthèse, des engrais azotés, de la désertification des sols**

***Introduire la notion de triple comptabilité sociale, environnementale et économique** (modèle CARE) - cf. travaux [Chaire Partenariale Comptabilité écologique Unesco & AgroParisTech](#), Ecole des Mines, [Fermes d'Avenir](#) - pour le développement d'une agriculture durable.

***Rémunérer les pratiques agroécologiques**

L'agroécologie nous apporte de nombreux bénéfices, qui ont chacun une valeur économique, sociale et environnementale. Or, les coûts sous-jacents à cette création de valeur, sont principalement supportés par les agriculteurs. Il serait donc plus cohérent que les agriculteurs perçoivent davantage la valeur de ce qu'ils produisent.

La PAC devrait encourager les pratiques contribuant à :

- préserver la biodiversité (cultivée et sauvage),
- capter le CO2 atmosphérique,
- préserver la santé des agriculteurs, des consommateurs et des riverains,
- préserver/améliorer la qualité de l'eau,
- façonner des paysages de qualité,
- créer des emplois, tout en produisant des matières premières et des produits transformés alimentaires, textiles, médicaux, tinctoriaux ...

Pour chaque axe susmentionné, on choisit des indicateurs* pour mesurer l'impact des fermes.

Les aides seraient conditionnées à des résultats favorables (équilibrés entre les axes), et pourraient augmenter avec les performances agro-écologiques et sociales des fermes. Les valeurs engendrées peuvent également être négatives et représenter un coût collectif. Cela peut être dû à une pollution de l'eau aux nitrates ou aux produits phytosanitaires, par exemple. Contrairement à ce que l'on entend trop souvent, les solutions techniques sont connues, éprouvées et couramment pratiquées avec succès. Nous avons l'opportunité d'appuyer celles et ceux qui les mettent en oeuvre et nous orienter vers **une Politique Agro-écologique Commune.**

*** Hausse du budget alloué aux mesures environnementales, notamment dans la conditionnalité, les Mesures Agro-Environnementales et Paiements pour Services Environnementaux**

* Pour les indicateurs, on peut par exemple se référer à la [méthode IDEA](#) (Indicateurs de Durabilité des Exploitations Agricoles).

Soutenir l'emploi agricole, l'accès aux aides et supprimer la sur-administration

* **Renforcement de l'attractivité des métiers agricoles pour augmenter massivement la population agricole** : promouvoir les métiers agricoles auprès de jeunes sans formation/sans emploi parfois éloignés d'un monde agricole mal connu qui aura à faire face à de massifs départs à la retraite à très court terme...qui nourrira alors la France ? Il s'agit d'aider à l'installation et à la formation des nouveaux agriculteurs-paysans.

Sur ce chapitre de la résilience des systèmes alimentaires, voir aussi les actuels travaux du [SHIFT PROJECT](#) sur " **UN PLAN DE TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE** et celui du [collectif "Pour une autre PAC"](#)

* **Travailler sur la caractérisation des flux alimentaires répondant à des enjeux de résilience et de relocalisation** : cf. [travaux de l'INRA](#) ; (Ecole-Chercheur "Systèmes Alimentaires et Villes : interactions, innovations et leviers pour la durabilité" - 21 au 24 Janvier 2019 à Juvignac (34) // Contact : Anne-Cécile Brit (anne-cecile.brit@supagro.fr)

* **Revoir les formations professionnelles pour y inclure l'agro-écologie, intégration des savoirs du vivant**, les cours de microbiologie des sols + formations dès le plus jeune âge et tout au long de la vie (en entreprises) aux enjeux nutrition-santé-agriculture

* **Introduire à l'enseignement des modules sur la nutrition** afin de redonner un rôle d'acteur de prévention de la santé humaine aux agriculteurs. De montrer que les calories ne se valent pas et que la qualité d'un aliment est multiple et très dépendante de la pratique agricole.

Accompagner la réorganisation des filières vers le local en réorientant les aides de la PAC sur des PAT rendus obligatoires

* **Développer les réseaux liés à l'agriculture** : De nombreux réseaux participent au développement d'une **agriculture respectueuse des personnes et des écosystèmes**, tout en favorisant le lien social et le développement territorial. Ces réseaux maillent l'ensemble du territoire, ils ont une expertise solide ancrée sur le terrain et une expérience forgée au fil des années. Ces réseaux constituent de puissants leviers dans la transition agroécologique et solidaire. **La PAC pourrait donc les appuyer financièrement**, afin de décupler leur impact, et favoriser la mise en place d'une instance de concertation entre le ministère de l'Agriculture, les commissions développement durable et aménagement du territoire de l'Assemblée nationale et du Sénat, et les organismes de développement agricole et rural. Ceci favoriserait le dialogue et la **coopération entre les acteurs de terrain et les décideurs**, en vue d'améliorer la pertinence des actions et d'augmenter notre réactivité face aux changements et à l'incertitude à venir.

NB : Vigilance particulière concernant la gouvernance, fondamentales à une échelle locale pour la réussite et surtout la pérennité de tous les projets, et cela ne s'improvise pas...

*** Actionner l'effet levier des réseaux de développement agricole et rural**

De nombreux réseaux participent au développement d'une agriculture respectueuse des personnes et des écosystèmes, tout en favorisant le lien social et le développement territorial.

Ces réseaux maillent l'ensemble du territoire, ils ont une expertise solide ancrée sur le terrain et une expérience forgée au fil des années. Elles concilient habilement pratiques anciennes et nouvelles technologies pour aboutir à des systèmes performants. Parmi ces réseaux, on peut notamment citer Terre de Liens, les CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture en Milieu rural), les ADEAR (Associations pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural), les Associations d'Agriculture biologique, Biocoop, les Jardins de Cocagne ...

Ces réseaux constituent de puissants leviers dans la transition agroécologique et solidaire. La PAC pourrait donc les appuyer financièrement, afin de décupler leur impact, et favoriser la mise en place d'une instance de concertation entre le ministère de l'Agriculture, les commissions développement durable et aménagement du territoire de l'Assemblée nationale et du Sénat, et les organismes de développement agricole et rural. Ceci favoriserait le dialogue et la coopération entre les acteurs de terrain et les décideurs, en vue d'améliorer la pertinence des actions et d'augmenter notre réactivité face aux changements et à l'incertitude à venir.

*** Faire du nettoyage des lobbies au sein de la FNSEA pour y mettre des acteurs indépendants de tous lobbys et au service de l'humain et non du rendement.**

*** Encourager la transformation de proximité** via des aides aux agriculteurs, aux acteurs des circuits courts, la communication et les conseils au développement de la bio (Agence Bio, (Un site de promo de la bio en local : aprobio.fr)

* Diffuser les applications et/ou cartographies des fermes capables de vente direct.

Mieux rémunérer les agriculteurs pour leur travail :

***Encourager des politiques qui soient moins répressives et compensatrices, moins rémunératrice de capitaux, de surface, de volume de production** basé sur des équilibres de balance commerciale et marchés mondiaux qui ne sont pas liées à la sécurisation de l'alimentation locale et aussi source de démotivation pour les agriculteurs. **Si sa production est vertueuse pour la planète, l'agriculteur doit être mieux rémunéré par sa production alimentaire, puisque mangé diversifié et local représente aussi des services rendus à la société, à la santé publique, l'écologie, l'éducation, le bien être...**

***Réorienter les 117 euros/an du coût de la PAC (soit 0,40 €/an/habitant) pour chaque citoyen européen vers la résilience alimentaire et l'agriculture agro-écologique plutôt que de fabriquer des insécurités alimentaires et des inégalités mondiales.** La PAC s'est écartée de ses missions initiales et n'est plus à la hauteur des enjeux de sécurités internes et externes d'aujourd'hui.

Accompagner les communes vers une transition alimentaire

* **Donner un droit de préemption renforcé aux maires** pour des projets de potagers collectifs communaux à vocation insertion par l'emploi

* **Développer les cantines scolaires locales et bio et les mesures d'accessibilité aux familles fragiles**

* **Mieux former les élus** : manque de moyens humain et financier pour porter des projets de A à Z liés à la résilience alimentaire. Les élus étant majoritairement actif à temps plein. En amont la sensibilisation par la formation de tous les élus est fondamentale. (Nous ne sommes pas égaux face à l'acceptation des enjeux climatiques)

* **Renforcer le dialogue entre territoires et instances ministérielles pour éviter d'avoir la FNSEA comme interlocuteur majoritaire. Pour que chacun comprenne les enjeux et contraintes de chacune des parties (car beaucoup de gens veulent bien faire mais ne se connaissent pas ou peu) = manque de codes, de maturité coopérative).**

* **Fournir une dotation à chaque collectivité (aux différents échelons de territoires) pour financer le développement de la résilience alimentaire sur son territoire** (part fixe + part variable en fonction de la population). Chaque collectivité définira la meilleure façon d'utiliser cette dotation après consultations des parties prenantes intéressées et compétentes (y compris les citoyens). Les maires devraient pouvoir orienter le choix des productions alimentaires locales selon des critères de résilience alimentaire, de service essentiel à la population.

* **Les doter d'outils de diagnostic, comme PARCEL** : <https://parcel-app.org/>

***Renforcer la résilience alimentaire des communes** : chacun devrait avoir la possibilité de s'approvisionner localement, au moins en légumes et fruits (Ma commune, principalement composée de lotissements, ne dispose pas de terrains disponibles pour l'installation d'agriculteurs). A mon avis, il faudrait donc promouvoir la mise en culture permacole des jardins des lotissements pour que tous ceux qui le souhaitent soient aidés lors de la mise en œuvre de cette technique. On pourrait aussi imaginer la mise en relation des propriétaires des jardins et de voisins qui souhaitent aider à cultiver. Et créer un système de partage de la production. Mais pour une vraie résilience, il faudrait que la commune (avec les communes alentours et/ou agglo) passe des accords avec des communes rurales alentours pour :

- inciter à l'installation de maraîchers permaculteurs : **un article du code rural permet la mise en culture de terres en friche, en obligeant leurs propriétaires à les louer à des exploitants. Les communes pourraient en outre mutualiser le matériel agricole, aider à partager des semences, à réaliser des achats groupés...**
- inciter les agriculteurs existants qui le souhaitent à transformer leur activité en maraîchage permacole
- soutenir financièrement ces maraîchers qui s'installent ou qui transforment leur activité pour un démarrage sécurisé. Ainsi, on pourrait **proposer aux agriculteurs le rachat par des citoyens d'une partie du capital de fermes en difficultés afin de renflouer leur trésorerie et de les libérer de leurs dettes. Les biens ainsi vendus deviendraient des "communs" dont l'agriculteur conserverait le droit d'usage. Ce type de rachat pourrait être financé par des fonds publics (banque des territoires) ou issus de citoyens (finance participative : Bluebees, Mirova, Terres de Liens, Cigales...) ou par des investisseurs socialement responsables (club Prosper)** . Cela garantirait une sécurité économique de départ ou pour financer la transition des exploitations vers des modèles plus agro-écologiques, briserait des cercles infernaux d'endettement liés au modèle productiviste.

- autoriser les habitats légers dans les communes rurales participantes pour que l'accès au logement des maraîchers ne soit pas un frein au dispositif à cause du coût de l'immobilier dans la région.
- reverdir nos rues et terrains municipaux vide en mettant à contribution des écoles, des ehpad, des associations, les étudiants, les entreprises... Grâce par exemple à un appel dans les communications de la ville (journal, page internet...) pour ramener de la fraîcheur et avoir des fruits et légumes de saisons locaux accessibles gratuitement, réduire les incivilités, faire participer tout le monde (comme dans les villes en transition)
- Inciter les maires à transformer leur patrimoine naturel en paysages comestibles = nécessité de former des agents techniques maraîchers.
- Inviter les pouvoirs publics (les maires notamment) à se saisir de ce sujet de sécurité alimentaire. Les inciter à mettre à disposition de leurs administrés volontaires, les espaces publics disponibles pour produire de la nourriture à partager gratuitement (parterres, long des routes pour planter des arbres fruitiers, espaces autour des lieux d'animation culturelle, autour des gares (en collaboration avec les opérateurs de transports) etc. Les inciter à inciter leurs administrés possédant des arbres fruitiers chez eux à organiser des journées de cueillette pour éviter les nombreuses pertes qu'on observe chaque année.
- Plantation d'arbres fruitiers à partager partout dans les villes.

L'ensemble permettrait d'accéder à une résilience alimentaire et de créer une vraie dynamique sur le territoire. Dynamique sociale, culturelle, reliance, inclusion etc. Et surtout reprendre notre pouvoir ensemble et se sentir tous concernés et ensemble !

Point de vigilance : Les solutions ne sont pas uniquement à l'échelle des mesures mais bien des principes directeurs. La relocalisation est sans doute un axe fort nécessaire. Mais les solutions nécessitent d'investir dans l'agilité et les mécanismes de transitions et pas dans des aides directes qui n'incitent pas à l'intelligence du système. Les aides de la PAC pourraient financer ces projets.

Réorienter les financements agricoles

*** Financer les Projets Alimentaires Territoriaux par la PAC** pour encourager leur mise en œuvre dans nos territoires.

*** Flécher une partie des milliards d'euros des plans de relances et de sauvetages de l'économie actuellement en cours vers des actions favorisant la résilience alimentaire de nos territoires**

*** Mettre une date butoir d'arrêt de subvention des pratiques agricoles intensives et encourager à la transition via des aides à la reconversion en pratiques agroécologiques et ainsi progressivement accompagner les agriculteurs vers plus d'autonomie financière en vivant de leurs productions. Cela passe également par un vrai partage de la valeur créée entre les acteurs de la filière, des engagements de prix minimum et justes garantis (type contrats Amap, C'est Qui Le Patron) aux agriculteurs et ainsi leur permettre un mieux vivre (et moins de suicides ou d'abandons) face aux acteurs de la grande distribution**

***Réorienter les aides de la PAC en faveur des départements ou régions s'engageant à produire sur leur territoire au moins 50% de leur consommation.** Chaque région/département étant libre d'utiliser ces aides comme ils l'estiment le plus efficace en fonction de leur contexte particulier

***Rendre les PAT prioritaires sur les PLU**

***Flécher des investisseurs alternatifs type la NEF vers des investissements agricoles vertueux, voir vers un grand emprunt d'Etat**

***Au niveau européen, flécher les aides vers les territoires qui auraient mis en oeuvre les PAT**

***Réorienter les financements vers l'agriculture locale durable**

Une agriculture durable favorise la biodiversité, les paysages préservés, développe des emplois, capte le CO2, mais les agriculteurs ne sont pas payés en retour pour ces services environnementaux car ils ne produisent pas que de la nourriture. Et ce sont les citoyens qui payent en fait les coûts cachés du modèle productiviste. Il s'agirait de **simplifier et d'accélérer le système des aides à la conversion bio, à l'installation sur de petites exploitations en réorientant les aides existantes aux pollueurs vers ceux qui s'engagent dans une culture agro-écologique.**

Voulez-vous ajouter d'autres éléments (enregistrement, photos, vidéos...)

Stéphane LINOU :

Livre-enquête de Stéphane LINOU, Lauréat du Forum Risques Majeurs :

<https://www.thebookedition.com/fr/resilience-alimentaire-et-securite-nationale-p-367243.html>

<https://www.utip.io/stephanelinou/livresiliencealimentaireetsecuritenati>

<https://blogs.mediapart.fr/stephane-linou/blog/241219/resilience-alimentaire-et-securite-nationale-un-cadeau-de-noel-venu-du-senat>

TED x ENTPE : « Résilience alimentaire et sécurité nationale » :

<https://www.youtube.com/watch?v=lwDdH10umxA>

PTCE VIVRE LES MUREAUX :

<https://lesmureaux.info/agir/les-jardins-de-la-rencontre/>